

**dfi analyse**  
Célébrations du passé - page 1

**dfi information**  
Immigration turque -  
spécificités d'un processus  
d'intégration - page 3

France - Allemagne - Europe : 50  
ans au service de la politique -  
page 4

Les élections législatives de  
2009 et leur perception en  
France - page 4

Franchir les frontières cultu-  
relles en Europe - page 5

Que sont devenues les  
banlieues ? - page 5

**dfi service**  
DUO - Description du pro-  
gramme - page 6

MEGA : Lancement de la 5<sup>e</sup> pro-  
motion à Paris - remise des  
diplômes à la 4<sup>e</sup> promotion à  
Berlin - page 6

## Célébrations du passé

Les relations franco-allemandes empreintes d'asymétries



Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors de la célébration du 11 novembre 2009 à Paris (Source : Flickr).

**dfi analyse** Si l'on lit la presse française du second semestre 2009, on décèle un vif intérêt porté à l'Allemagne, à imputer aux élections au Bundestag en septembre et au vingtième anniversaire de la chute du Mur en novembre. Cela donne l'occasion de dresser un bilan, de juger du statu quo et d'anticiper l'avenir de la relation franco-allemande. En réalité, les asymétries entre la proximité proclamée du couple franco-allemand et sa capacité à formuler des orientations communes se creusent.

Le vingtième anniversaire de la chute du Mur a été l'objet d'un traitement médiatique partout en Europe ; il n'était aucun journal qui, les 9 et 10 novembre 2009, n'ait pas évoqué cet événement. La chute du Mur, dont on n'avait pas bien su comment, en 1999, commémorer le dixième anniversaire, se libérait ainsi de son carcan strictement allemand. Même si cette date était « la journée des Allemands », comme titrait le lendemain la Frankfurter Allgemeine Zeitung dans son éditorial, c'est devenu en 2009 un événement de portée européenne, signifiant la fin du communisme en Europe. A Berlin, le Président français, le Président russe, le Premier Ministre britannique ainsi que la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ont assisté aux côtés de la Chancelière à

une cérémonie symbolique, lors de laquelle se sont abattus des dominos en polystyrène, répliques grandeur nature du mur. Nicolas Sarkozy a parlé à Berlin d'amitié, convaincu comme Kennedy que « nous sommes tous des Berlinoises ». La plus grande manifestation en dehors de l'Allemagne s'est déroulée à Paris. Environ 2000 personnes, parmi lesquelles le Premier Ministre François Fillon et les ministres allemand et français chargés des Affaires européennes, ont participé à une cérémonie sur la Place de la Concorde, où la Porte de Brandebourg est apparue sur un écran géant à côté de l'ancien Ministère de la Marine, symbolisant le lien étroit entre Allemands et Français, quasiment comme s'il s'agissait d'un événement national français. Des chaînes de télévision telles que France 3 et France 24 - en français comme en anglais - ont diffusé toute la journée des émissions spéciales sur la chute du Mur, sur la ville de Berlin et sur l'Allemagne réunifiée, dépeignant ainsi la société allemande sous de multiples facettes. Chaque quotidien ou presque proposait plusieurs pages spéciales consacrées à la « success story » de la réunification.

Néanmoins, les célébrations de la chute du Mur ont donné lieu en France à des épisodes de politique politicienne. La visite de Nicolas Sarkozy à

*Lire la suite à la page 2*

### Suite de la page 1

Berlin le 9 novembre tout comme le son et lumière Place de la Concorde devaient contribuer à effacer le souvenir des réticences de la France en 1989 devant la réunification (en l'occurrence de la part de Mitterrand et du Parti Socialiste). L'ouverture de toutes les archives du Quai d'Orsay, que l'on doit au secrétaire d'État aux Affaires européennes Pierre Lellouche, et qui permettra de connaître précisément la position de la France, a été un geste symbolique de plus.

### Le paradoxe de la réconciliation

La mise en scène du lien franco-allemand est une tradition, qui n'est pas de mise seulement le 22 janvier - jour de la signature du Traité de l'Elysée - et tous les six mois, à l'occasion des consultations intergouvernementales. Lors des commémorations du 11 novembre à Paris, lorsque la chancelière a accepté l'invitation du Président de la République, on a assisté à un nouvel acte symbolique : la célébration conjointe de la mémoire des disparus de la Première Guerre mondiale devant la tombe du Soldat inconnu, au pied de l'Arc de Triomphe. Sans aucun doute s'agit-il là d'un geste fort, mais qui ne s'accorde plus guère au XXI<sup>ème</sup> siècle, à l'heure de la globalisation et des crises mondiales qui ne peuvent trouver de résolution que si les Etats s'allient en nombre. « Le XX<sup>ème</sup> siècle appartient au passé. Le monde eurocentré n'existe plus, » a reconnu Joschka Fischer (Le Monde, 27 septembre 2009). Certes les discours de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel abordent les risques de la globalisation, mais ils insistent fortement sur l'idée de réconciliation. « Ce n'est pas un simple retour aux sources, c'est un retour au sens », écrivaient en parallèle les secrétaires d'Etat français et allemand au Ministère de la Défense (Le Figaro, 11 novembre 2009). Si cela est clair pour les autres Etats européens, c'est une autre question. Or, paradoxalement, il apparaît que depuis plus de vingt ans, on proclame la fin des actions symboliques, et que l'on fait remarquer que la réconciliation entre les deux pays ne joue plus aucun rôle étant donné que ce travail a déjà été fait. Néanmoins on évoque d'autant plus ces notions que les perspectives d'avenir font défaut. Avant tout, il convient de corriger cette asymétrie : plutôt que de proclamer notre proximité, accordons-nous réellement sur les défis à moyen terme, à commencer par la coordination de nos politiques macroéconomiques et la formulation commune d'une stratégie pour sortir de la crise économique et financière.

### Des voix discordantes en France

La façon dont la France aborde les thèmes allemands tient d'un mélange de proximité et de distance, d'attraction et de répulsion, d'admiration et

de mépris, de confiance et de défiance. L'irritation était aussi perceptible chez le partenaire français lors des commémorations de novembre. La volonté de s'associer à l'Allemagne pour les cérémonies, les efforts pour rechercher sa proximité, sont autant de signaux indissociables de la question de savoir ce que celle-ci pense de sa relation avec la France. Différentes voix s'élèvent ouvertement pour laisser entrevoir une image qui dit en résumé que l'Allemagne s'éloigne de la France, cherche son propre intérêt (« à nouveau ») en Europe de l'Est et n'accorde plus la même importance à la coopération franco-allemande que par le passé. La « question allemande » resurgit alors ici et là : dans la provocation absurde de Jacques Attali, qui soupçonne l'Allemagne de dicter à l'Europe une certaine conception morale et économique reposant sur un sentiment de supériorité né de la réunification (L'Express, 30 juillet et 27 août 2009) ; ou encore, plus sobrement, avec la question de savoir si l'Allemagne a encore envie de l'Europe et si elle se montre coopérative et non pas égoïste dans sa politique économique (Les Echos, 9 novembre 2009).

En outre, le jugement du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe relatif au traité de Lisbonne joue ici un rôle à propos duquel la polémique française est restée pitoyablement à la surface du problème : jugement compris dans le contexte des pays que l'on « attend encore » dans le processus de ratification du Traité de Lisbonne, pays tels que l'Irlande et la République Tchèque, mais également l'Allemagne ; jugement interprété comme un blocage à l'intégration européenne sur décision de justice ; enfin, vu comme une preuve de retrait, « ce repli sur soi, ce cocooning allemand » (Le Monde, 17 juillet 2009).

Prises ensemble, de telles considérations sont l'indicateur d'un scepticisme français qui revient périodiquement à propos du parcours de l'Allemagne dans la construction européenne. Pour les acteurs politiques allemands, cela signifie qu'il convient de prendre au sérieux ce scepticisme sans le surestimer. En tout cas, il ne sert pas à grand chose de s'appesantir seulement sur le fait que les relations franco-allemandes fonctionnent mieux sur le plan politique et économique que sur le plan de la communication médiatique et intellectuelle entre les deux pays. C'est toujours elle qui détermine la perception générale et l'état « réel » des relations - quand bien même le fleuve de la communication entre les administrations poursuit son cours tranquille.

Cette image de scepticisme déteint sur les relations franco-allemandes, de sorte que, depuis quelques mois, la France a le regard de plus en plus fixé sur son partenaire allemand, voudrait resserrer davantage les liens, et adresse au gouvernement fédéral toute une série de propositions. Mais la réponse à ces marques d'amitié

se fait hésitante ou ne vient pas du tout - tant qu'il ne s'agit pas de gestes purement symboliques comme pour le 11 novembre 2009. Cela irrite une fois de plus la France et alimente l'image d'une Allemagne s'éloignant non seulement de son partenaire français mais de l'Europe toute entière.

### L'Allemagne doit ajuster son discours sur la politique

La politique extérieure allemande contribue encore elle-même à cette image asymétrique. Il est urgent qu'elle adapte son discours sur l'influence de l'Allemagne dans la nouvelle attribution des rôles en Europe et sur la responsabilité réelle qu'elle détient en tant que puissance économique leader de l'Europe. Certes, du côté français, l'on considère cela au moment comme « naturel » que l'Allemagne soit guidée par ses intérêts - mais ce n'est l'opinion que de ceux qui connaissent bien l'Allemagne, et ils sont toujours rares. Mais à partir du moment où l'Allemagne défend ses propres intérêts, cela irrite toujours la France, induisant des conclusions précipitées sur des sujets économiques ou géopolitiques. Cela l'amène aussi à soupçonner à mi-voix l'Allemagne d'accaparer le leadership en Europe, au détriment de la France. Elle ne comprend pas que le multilatéralisme de la politique extérieure allemande ne signifie pas qu'elle abandonne son partenaire français mais qu'il résulte de ses responsabilités croissantes en Europe et dans le monde et de sa politique d'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

### Développer des projets concrets de coopération plutôt que des projets phares

Dans les rapports franco-allemands, la question des grands projets ayant la capacité de mobiliser les citoyens tient de la quête du Graal. Le dernier « grand » projet franco-allemand - une rengaine - a été l'Union économique et monétaire, socle indispensable de la mise en route de l'euro en 1992/93. Il serait faux de prétendre que l'Europe, depuis lors, n'aurait pas avancé. Les deux pays ont toujours su se retrouver pour proposer, par une coopération pragmatique, des solutions aux missions de l'Europe - que ce soit à la Convention sur l'avenir de l'Europe, dans les questions de financement du marché agricole ou bien pour ce qui est de la politique climatique européenne. Cependant, le nombre croissant d'acteurs ainsi que la complexité toujours plus grande des mécanismes de prise de décision dans l'Europe à 27, excluent a priori l'idée d'un projet phare franco-allemand. Les grandes coopérations industrielles (Aventis, Siemens-Areva) n'ont jamais vraiment fonctionné ou bien seulement  
*Lire la suite à la page 3*

# Immigration turque - spécificités d'un processus d'intégration

**3<sup>ème</sup> colloque pour élus et responsables au niveau communal en France, Allemagne et Belgique, les 2 et 3 décembre 2009 à Berlin. Une initiative de la Fondation Robert Bosch, de la Fondation Roi Baudouin et de l'Institut Franco-Allemand**

Le but de cette série de congrès annuels est de débattre sur le thème de l'intégration sociale des immigrés dans les villes et les communes européennes. Il en est ressorti que l'échange international d'expériences et de bonnes pratiques peut aider à élaborer des solutions pragmatiques, permettant de favoriser la cohésion sociale de nos sociétés urbaines. Cette année, on a volontairement choisi une approche qui mette au centre des débats un pays d'origine. On peut avancer beaucoup d'arguments contre ce choix (discrimination, focalisation sur l'origine ethnique plutôt que sociale etc...). Toujours est-il que dans les trois pays participants, des enquêtes à grande échelle ont révélé précisément l'intégration particulièrement difficile de la jeunesse turque dans le système scolaire. Les résultats de ces études constituaient la base de réflexion de ce colloque.

Les discussions entre la centaine de participants réunis ont tourné principalement autour de la problématique du succès et de l'échec scolaire, ainsi que du rôle des entreprises turques. Globalement il a été démontré, en dépit



Podium d'ouverture (Source : Dirk Enters/dfi).

de toutes les statistiques alarmantes, que l'ensemble des sociétés européennes connaît une mutation profonde laissant espérer une amélioration de la situation. L'immigration et plus particulièrement l'intégration des citoyens européens immigrés ou issus de familles immigrées, sont devenues des thèmes phares en politique. Cette prise de conscience doit être mise à profit pour soutenir toutes les forces vives qui peuvent servir de relais, de médiateurs interculturels. Cela vaut dans le domaine scolaire où il convient de mieux former les professeurs et d'associer les activités extra-scolaires à la formation scolaire. Les acteurs économiques qui apportent une contribution non négligeable à l'économie nationale, peuvent concourir à mieux valoriser le po-

tentiel des jeunes, par exemple en s'investissant encore davantage dans la formation et l'apprentissage.

Un colloque ne peut à lui seul résoudre d'un coup de grands problèmes de société - mais il peut contribuer à soutenir les individus et les institutions actifs au niveau local, à les aider à se constituer en réseaux et à leur apporter de bons exemples de pratiques professionnelles. La cohésion sociale et l'intégration sont des missions à long terme - et c'est pourquoi l'année prochaine se tiendra encore un nouveau colloque.

Frank Baasner [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

## dfi analyse

### Suite de la page 2

ment un certain temps. Les tentatives pour créer une alliance entre France Télécom et Deutsche Telekom tout comme les initiatives du groupe Beffa-Cromme en 2004-2005 (à l'occasion du « Sommet industriel franco-allemand » annonçant la création d'un groupe de travail constitué de cinq chefs d'entreprise allemands et autant de français) ont été des échecs. La difficulté à se projeter dans l'avenir est généralement le point de départ d'un engrenage : il faut « travailler encore plus étroitement ensemble » sur le plan bilatéral. C'est ce qu'on observe avec la déclaration débordante d'idées du quarantième anniversaire du Traité de l'Elysée en 2003, mais aussi actuellement, où l'on discute d'un ministère franco-allemand ou d'une commission commune des parlements français et allemand chargée des affaires européennes. La fondation de telles institutions nouvelles ne générera pas de réelle valeur ajoutée tant que les questions de droit constitutionnel n'auront pas

été résolues, ou encore tant que le ou les représentants d'un pays auraient le droit de prendre des décisions politiques contraignantes pour l'autre pays. Qui plus est, le poids d'un ministère ou d'une commission des parlements pèserait de façon très inégale sur le système politique de la France et de l'Allemagne. L'initiative d'une loi votée ensemble (il serait plus juste de dire : en parallèle) par le Bundestag et l'Assemblée Nationale dans les mêmes termes peut à l'inverse constituer un signal fort pour l'Europe. La question reste ouverte de savoir si la loi nécessiterait l'accord du Bundesrat et si les Länder y seraient soumis. Là aussi l'on peut s'attendre à des différences, et ce dans la perspective des contraintes effectives en Allemagne et en France (décrets d'application, mise en oeuvre au niveau des Länder). Les relations franco-allemandes n'ont plus à faire la démonstration de leur succès. Elles sont devenues d'une certaine manière victimes de leur propre réussite. Ce constat devrait servir à l'heure actuelle à élaborer un nouveau positionnement

des rapports franco-allemands. Les conditions générales sont idéales : le gouvernement allemand est libéré des anciennes contraintes de la grande coalition, le Traité de Lisbonne est adopté et la nouvelle Commission européenne est constituée. En outre, la Grande-Bretagne, plutôt eurosceptique, va se retrouver probablement sous la direction de David Cameron - ce qui est une raison supplémentaire pour intégrer ce pays dans la coopération. Développer des projets concrets de coopération signifie commencer dans les domaines où le besoin de concertation au niveau européen existe pour de bon : dans la coordination des politiques économiques dans le but de formuler une stratégie commune pour sortir de la crise économique ; dans la politique européenne de sécurité et de défense ; dans la coopération militaire en Afghanistan ; dans les questions d'approvisionnement énergétique de l'Europe.

Wolfram Vogel [vogel@dfi.de](mailto:vogel@dfi.de)



# France - Allemagne - Europe 50 ans au service de la politique

**Jean François-Poncet, sénateur et ancien Ministre des Affaires étrangères, dresse un bilan de cinquante ans de vie politique lors de l'assemblée générale du dfi, le 13 novembre 2009 à Ludwigsburg**

Après les commémorations des 9 et 11 novembre, qui ont pris cette année une signification toute particulière pour la France comme pour l'Allemagne, la conférence donnée le 13 novembre par le sénateur Jean François-Poncet (né en 1928) a tenu en haleine les 450 invités, membres et amis de l'Institut franco-allemand (dfi) ; en place à des postes clé, cet homme d'Etat français a forgé de nouvelles relations avec l'Allemagne au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Enfant en 1933 à Berlin, M. François-Poncet a été témoin de l'incendie du Reichstag ; après la guerre, son père devient le premier Haut-commissaire pour la France en Allemagne. Puis en tant que jeune diplomate, il a pris part aux négociations pour le Traité de Rome. Il a occupé par la suite de nombreux postes importants, qui lui ont donné l'occasion de concrétiser sa vision d'une coopération entre la France et l'Allemagne. De 1976 à 1978, M. François-Poncet est nommé Secrétaire général de la présidence de la République, avant d'exercer jusqu'en 1981 la fonction de Ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Depuis 1983, il est sénateur du Lot-et-Garonne.



(d.g.à.d.) Erwin Teufel, Frank Baasner, Jean François-Poncet, Rainer Haas (Source : Werner Kuhnle/dfi).

Il est l'un des fondateurs des Rencontres Franco-Allemandes d'Evian, sur des thèmes d'intérêt commun aux entreprises des deux pays. Enfin, il a présidé pour de longues années le groupe France-Allemagne au Sénat.

Aujourd'hui, sa thèse est que l'entente franco-allemande et l'intégration européenne sont indissociables. Chaque étape importante pour l'Europe a été élaborée par l'Allemagne et la France. Au marché commun a succédé, avec le traité de Maastricht, le marché unique. Maastricht a apporté à l'Europe une monnaie unique, pour laquelle Mitterrand en particulier a oeuvré, ainsi que la Banque centrale européenne. Le traité a été signé par l'Allemagne réunifiée, ce qui a permis d'abolir l'idée selon laquelle l'Allemagne pourrait se désengager de l'Europe après la réunification. Il en est allé autrement pour le processus d'adoption de la constitution européenne qui est entré en vigueur il y a quelques se-

maines sous le nom de Traité de Lisbonne ; dans ce cas, la chancelière allemande a devancé Sarkozy à la dernière étape, pour finalement poursuivre le chemin ensemble avec le président français.

Si le Traité de Lisbonne entre en vigueur, l'Europe aura bientôt un numéro de téléphone unique où joindre le plus haut représentant de l'Europe : le président du Conseil européen. C'est avec ce constat que le président du dfi Erwin Teufel, dont la contribution au sein de la Convention européenne a été essentielle à la conception actuelle du traité de Lisbonne, a pu mener à bien un chapitre important qui lui tenait à coeur. Ainsi, il y aura désormais un Ministre européen des Affaires étrangères et un catalogue de compétences de l'Union Européenne qui définit clairement ce qui à l'avenir sera du ressort de l'Europe ou bien des Etats nationaux.

Brigitte Veit [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)

## Les élections législatives de 2009 et leur perception en France

**Manifestation conjointe du dfi et de l'Europa-Club de Stuttgart**

« Mieux connaître l'Europe et par la même occasion s'informer sur la France et les relations franco-allemandes » : c'est avec cette envie qu'une bonne centaine de personnes intéressées s'est réunie à l'Institut franco-allemand (dfi) de Ludwigsburg le 22 octobre. Le président de l'Europa-Club de Stuttgart, Friedrich Fausten, a animé la conversation conjointement avec le directeur du dfi, Frank Baasner, afin d'apprendre de première main comment les élections législatives de 2009 ont été perçues en France et ce que les prochains mois vont apporter.

Frank Baasner est parti de la thèse selon laquelle les deux pays restaient étroitement focalisés l'un sur l'autre. Selon M. Baasner, ce qui a changé, c'est que la perception de l'Allemagne par la France s'est largement décrispée, au profit d'un



(d.g.à.d.) Friedrich Fausten, Frank Baasner (Source : dfi).

intérêt politique accru pour le pays voisin. Signe de cette nouveauté, « Angela Merkel compte des millions de fans français ». La presse française, bien informée, a rendu compte des élections législatives de 2009 de façon détaillée et approfondie, faisant de l'Allemagne non pas un modèle idéalisé mais un objet de comparaison auquel se mesurer.

Pour M. Baasner, il est clair que la volonté du président Sarkozy de « façonner la politique européenne » ne se laisse appliquer que con-

jointement avec l'Allemagne, justement au moment où, avec le traité de Lisbonne, une nouvelle ère commence. L'Allemagne est considérée par nos voisins français comme la « locomotive européenne ». C'est pourquoi il faut voir une haute portée symbolique dans le fait que le 9 novembre, Paris et Berlin fêteront ensemble à grande pompe le vingtième anniversaire de la fin du régime communiste dans l'Europe de l'Est

Brigitte Veit [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)

# Franchir les frontières culturelles en Europe

**Séminaire de la fondation Robert Bosch pour jeunes journalistes français et allemands, du 29 novembre à 2 décembre 2009**

La troisième édition du séminaire pour jeunes journalistes français et allemands s'est tenue du 29 novembre au 2 décembre 2009 à Strasbourg et à Rust, dans le cadre du programme de la fondation Robert Bosch. Point fort de cette rencontre, les participants ont pu échanger leurs expériences respectives, celles des Français au sein des médias allemands (presse, radio, télévision, internet) et celles des Allemands pendant leur stage dans les rédactions françaises. A quoi ressemble une journée de travail type ? Comment se déroule une conférence de rédaction, comment sont hiérarchisées les structures décisionnelles et de quelle façon le journalisme peut-il se montrer critique ? Il s'est souvent avéré que les différences quant au style de communication et à la hiérarchie dans les rédac-



(d.g.à.d.) Jeunes journalistes français et allemands en formation avec Roland Ries, maire de Strasbourg (Source : dfi).

tions allemandes et françaises ne sont pas liées essentiellement aux pays mais plutôt aux médias.

Au programme du séminaire figuraient des conférences sur le rôle du Conseil de l'Europe et sur l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, ainsi qu'une rencontre avec Roland Ries, maire de Strasbourg. Les participants ont pu visiter le projet de

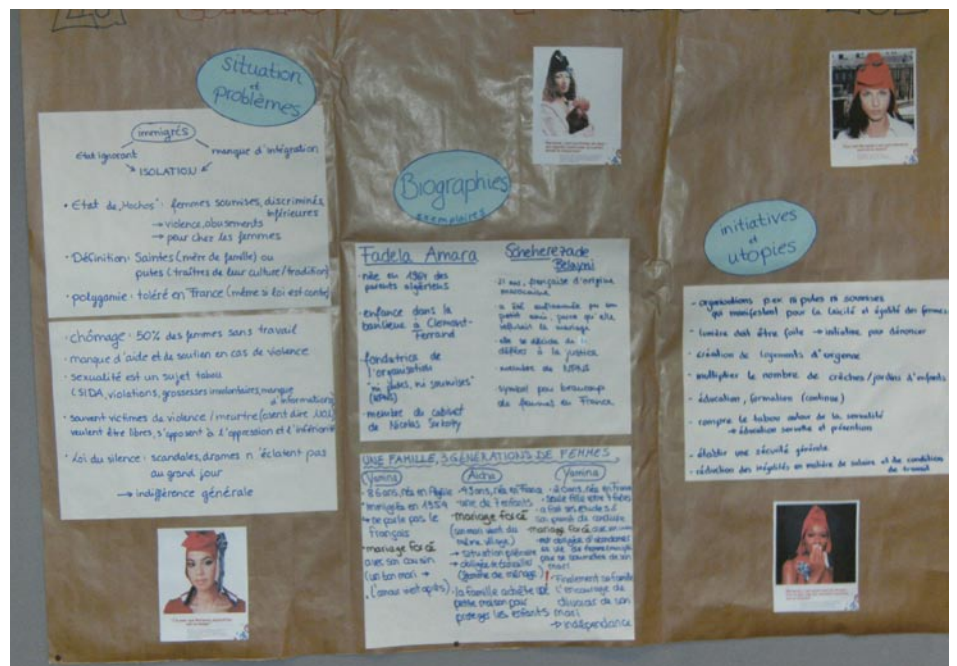
coopération transfrontalière Géothermie à Sultz-sous-Forêts (en partenariat avec EnBW), et les locaux du journal DNA à Strasbourg. Enfin, des discussions avec la directrice de la communication d'Europa-Park à Rust, et par le rédacteur en chef du quotidien en ligne franco-allemand « 2 rives - 2 Ufer », Kai Littmann, sont venues compléter ce programme.

Brigitte Veit [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)

## Que sont devenues les banlieues ?

**Soirée de débat le 27 novembre au Kepler Gymnasium de Tübingen, animée par Frank Baasner et Wolfgang Neumann.**

Une bonne centaine d'élèves du Kepler Gymnasium, de la troisième à la terminale, avaient travaillé avec leurs professeurs de français sur la réalité actuelle dans les quartiers dits « sensibles » en France. Les sujets abordés allaient des questions d'urbanisme (le programme de rénovation des quartiers) aux chanteurs rap en passant par les données socio-économiques, les droits des femmes, l'égalité des chances et les problématiques liées à l'école. Les jeunes avaient préparés des tableaux explicatifs pour échanger sur les différents aspects de cette thématique qui intéresse beaucoup le public allemand depuis les émeutes de 2005. Wolfgang Neumann a dressé un bilan de la situation actuelle en insistant sur le fait que le phénomène ne se limite pas aux banlieues des très grandes villes, mais que les quartiers (zones urbaines sensibles) sont plus de 750 et se trouvent partout en France. Le débat avec les élèves et leurs professeurs, animé par



Frank Baasner, était riche et vivace. Plus de 100 jeunes réunis un vendredi soir à l'école pour discuter des banlieues en France – un

beau témoignage de l'engagement des élèves et de leurs professeurs.

Frank Baasner [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)



## DUO - Description du programme

Les manifestations culturelles franco-allemandes telles que les festivals cinématographiques, les productions théâtrales et les expositions mettant en scène des artistes de France et d'Allemagne attirent un public de plus en plus large. Elles suscitent chez les spectateurs un intérêt grandissant pour les tendances et positions artistiques actuelles et leur ouvrent de nouveaux horizons vers le pays voisin. Les manifestations de ce genre contribuent à une meilleure connaissance de la culture voisine et sont une parfaite illustration de relations amicales entre deux pays.

La soumission de vos candidatures pour le programme DUO à destination des institutions culturelles en France et en Allemagne est désormais possible sous le lien: <https://bewerbung.boschstiftung-portal.de/onlinebewerbung/>



Ici, vous trouverez le lien du portail de candidatures en ligne de la Robert Bosch Stiftung. La Robert Bosch Stiftung lance pour la première fois cette année le programme DUO. Cette subvention entend permettre à des membres du personnel dirigeant d'établissements culturels de passer entre deux et quatre semaines dans une institution du pays voisin. De plus, elle vise à financer en partie un projet culturel franco-allemand qui sera conçu, développé ou réalisé par les participants au programme lors de leurs visites respectives. L'objectif de la Robert Bosch Stiftung est d'aider les institutions culturelles françaises et allemandes à ancrer leurs projets communs dans la durée et de promouvoir le développement de partena-

riats culturels solides. Les deux institutions devront soumettre une candidature commune. Les dossiers de candidature pourront être déposés de manière continue jusqu'au 31 janvier

2010. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site

☛ [www.bosch-stiftung.de/duo](http://www.bosch-stiftung.de/duo)

### Contact à la Robert Bosch Stiftung

Christina Hesse

Chef de projets

Téléphone +49 (0)711 46084-160

☛ [christina.hesse@bosch-stiftung.de](mailto:christina.hesse@bosch-stiftung.de)

Nadine Lashuk

Chargée de mission

Téléphone +49 (0)711 46084-126

☛ [nadine.lashuk@bosch-stiftung.de](mailto:nadine.lashuk@bosch-stiftung.de)

## MEGA : Lancement de la 5<sup>e</sup> promotion à Paris Remise des diplômes à la 4<sup>e</sup> promotion à Berlin

La cinquième promotion du MEGA (Master of European Governance and Administration/Master Européen de Gouvernance et d'Administration) a débuté son cursus à l'École nationale d'administration à Paris, lors d'une cérémonie présidée par le Directeur de l'ENA M. Bernard Boucault, en présence de représentants de tous les partenaires académiques et institutionnels du programme.

Les 18 participants proviennent cette année d'Allemagne, de France, d'Albanie et de Serbie. La promotion est parrainée par le journaliste allemand Ulrich Wickert, ayant reçu les insignes d'Officier de la Légion d'honneur en 2005 pour son engagement franco-allemand.

En octobre s'est également achevée la quatrième promotion du MEGA. Le Secrétaire d'État au Ministère Fédéral allemand de l'Intérieur, M. Hans Bernhard Beus, et le Directeur de l'ENA, M. Bernard Boucault ont remis leur diplôme aux 17 participants provenant d'Allemagne, de France, de Grèce, du Luxembourg, de Hongrie et de Slovaquie, lors d'une cérémonie au Ministère de l'Intérieur à laquelle les avait conviés le Ministre M. Wolfgang Schäuble.



Image du haut : Remise des diplômes à la quatrième promotion à Berlin. Image de gauche : Lancement de la cinquième promotion à Paris. (Source : Bundesakademie für öffentliche Verwaltung [BAKöV], Berlin).

Le MEGA est organisé depuis 2005 sous l'égide du Ministère Fédéral allemand de l'intérieur et du Ministère français du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, en partenariat avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Sciences Po, l'Université de Potsdam/PCPM

et l'Université Humboldt de Berlin. Il est un exemple unique de formation continue franco-allemande en administration publique, en vue de responsabilités au niveau européen et international. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site franco-allemand:

☛ [www.mega-master.eu](http://www.mega-master.eu)



### Agenda

#### 25 janvier 2010

Journée franco-allemande pour les professeurs de français, Ludwigsburg

#### 9 avril 2010

Colloque franco-allemand en coopération avec le Conseil économique, social et environnemental, Paris

Till Raczek ☛ [raczek@dfi.de](mailto:raczek@dfi.de)

Deutsch-Französisches Institut  
Asperger Straße 34  
D-71634 Ludwigsburg  
Tel +49 (0)7141 93 03 0  
Fax +49 (0)7141 93 03 50

☛ [www.dfi.de](http://www.dfi.de)

☛ [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)

Rédaction : Silvia Wientzek  
Directeur de la publication :  
Prof. Dr. Frank Baasner